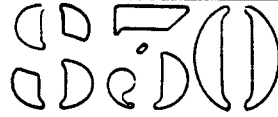


C.G.T.

F.S.M.

bulletin
d'information
du bureau
confédéral



25 OCTOBRE 88

Montaquet

COURRIER CONFEDERAL

DECLARATION D'HENRI KRASUCKI, SECRETAIRE GENERAL DE LA CGT

- Après le 18 octobre..... 2 - 3

COMITES D'ENTREPRISE / RCE

- Modèle de tract en direction des salariés..... 4

COLLECTIF FORET / FILIERE BOIS

- Semaine d'action des travailleurs de la forêt-filière bois... 5

CENTRE CONFEDERAL DE LA JEUNESSE

- Les jeunes disent non à l'europe du capital..... 6 - 7

U.C.R.

- La direction de l'Union Confédérale des Retraités..... 8 - 9

ANTOINETTE

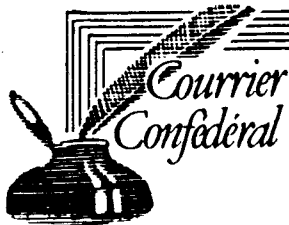
- Dynamiser de toute urgence la campagne d'abonnement..... 9 A

LA V.O.

- Campagne d'abonnement sans précédent..... 10 B - 11 C

SECTEUR ECONOMIQUE

- Stage décentralisation - régionalisation..... 12



DECLARATION D'HENRI KRASUCKI SECRETAIRE GENERAL DE LA C.G.T.

Ce 18 octobre a été considérable par son ampleur, sa dimension, sa détermination.

Cela concerne les salariés du Secteur Public comme du Secteur Nationalisé, et aussi de façon grandissante ainsi qu'on a pu le constater dans les manifestations à Paris et en province, le Secteur Privé.

Les grèves de 24 heures, le nombre des arrêts de travail, plus limités, le succès des manifestations, montrent incontestablement que l'initiative de la C.G.T. a atteint son but.

Elle se situe dans le prolongement normal de l'ensemble de celles qui ont été engagées par la C.G.T. depuis la rentrée des congés.

La journée d'aujourd'hui agit comme la démonstration du niveau atteint par la combativité des travailleurs pour faire aboutir les revendications de contenu élevé en matière de pouvoir d'achat, de qualifications, de conditions de travail, d'emploi et de dignité.

Quelque chose de très profond est en train de prendre corps dans le monde du travail.

Ce 18 octobre est bien un coup de turbo dans le moteur du mouvement social en cours d'évolution.

oOo

Le Bureau Confédéral de la C.G.T. a décidé d'appeler les salariés à prendre appui sur l'encouragement, le sentiment de force, que donne cette journée, sur le fait que l'austérité, les idées de fatalité sont de plus en plus rejetées.

Ce qui grandit, c'est la volonté d'imposer des solutions positives aux problèmes qui sont posés aux travailleurs.

La C.G.T. et ses organisations proposeront, sans perdre un instant, les initiatives d'action tous azimuts qu'exige la situation.

La C.G.T. appuie pleinement ses fédérations du Secteur Public et Nationalisé qui entreprennent, dès demain 19 octobre, de renforcer l'action et de permettre aux personnels de décider, à partir de propositions précises, de donner à la journée du 20 octobre un caractère très combatif, par la grève et la participation massive aux manifestations, sur la base des revendications que les personnels auront décidées et avec la volonté d'assurer la continuité de l'action.

Ainsi se met en pratique la volonté de démocratie sur la base de propositions claires, qui est la démarche constante de la C.G.T.

./...



Avec le Bureau Confédéral, les Fédérations C.G.T. du Secteur Privé, se basant sur ce qui s'est passé aujourd'hui, considèrent que la journée du 18 octobre est un encouragement, un point d'appui pour définir les revendications dans les entreprises, poursuivre et amplifier les actions en cours, s'engager dans la lutte là où ce n'est pas encore le cas.

La C.G.T. les invite à saisir la situation qui est en train de se créer pour que, jeudi 20, les travailleurs du Secteur Privé, sur la base de ce qu'ils auront décidé au cours des débats qui s'engageront dès demain, dans leurs diverses entreprises, donnent un prolongement à leur action.

La C.G.T. soutient toutes ces initiatives.

Après l'action nationale de ce 18 octobre, le mouvement en cours, qui prend appui sur la situation d'aujourd'hui, et s'alimente de ce qui se passe quotidiennement, connaîtra jeudi 20 octobre, un deuxième temps fort qui peut permettre de rassembler des forces nouvelles et marquer une progression dans l'unité de lutte, pour son efficacité, sur la base des revendications décidées par les travailleurs eux-mêmes et qui ne sont pas petites.

Au-delà, s'appuyant sur le dynamisme de cet acquis, il convient d'envisager la suite à donner aux initiatives d'action dans tous les jours qui vont suivre.

Le 18 a été une bonne journée pour les travailleurs que continue le 19, lequel prépare pour le 20 octobre une journée de la plus grande puissance débouchant sur les initiatives des jours suivants.

Samedi, les organisations de la C.G.T. répondront à l'appel des infirmières, des personnels de santé, de la Fédération C.G.T. de la Santé, qui organisent de grands rassemblements et manifestations auxquels ils appellent l'ensemble de la population à participer.

La C.G.T. sera présente, elle fera tout ce qui est en son pouvoir pour assurer le plus grand succès à cette initiative.

Les travailleurs ont besoin de se faire entendre pour imposer la négociation débouchant sur de véritables solutions.

L'austérité ne passe plus.

L'austérité, c'est le passé, l'avenir, le moderne c'est la volonté de faire aboutir les revendications.

Rien n'est plus moderne que la lutte dans laquelle les travailleurs se rejoignent et les rapprochements s'opèrent. Sans ignorer les problèmes et les différences réelles qui existent, les choses évoluent, le rassemblement progresse, l'action grandit dans sa diversité. C'est l'essentiel.

Montreuil, le 18 octobre 1988.



COMITÉS D'ENTREPRISE / RCE

Modèle de tract en direction des salariés

STOP AUX MAUVAIS COUPS

Vous qui travaillez à l'entreprise ou sur le chantier, vous connaissez le comité d'entreprise. Cela veut dire pour vous : la colo pour les enfants, ou les vacances familiales, l'arbre de Noël, ou la bibliothèque et bien d'autres activités.

Vous n'ignorez pas que le comité d'entreprise a aussi un rôle très important concernant la marche de l'entreprise, l'introduction de nouvelles technologies ou bien encore les conditions de travail à travers le CHS-CT. Le CE doit être informé, consulté et donner son avis comme le souligne le code du travail ... "sur les décisions relatives à la gestion, à l'évolution économique et financière de l'entreprise, à l'organisation du travail, à la formation professionnelle et aux techniques de production ... La décision du chef d'entreprise doit être précédée par la consultation du Comité d'Entreprise ..."

A quoi cela sert-il ? D'abord à ne pas se trouver le dos au mur, à préparer la riposte chaque fois qu'un mauvais coup se trame contre les salariés, que ce soit par rapport à l'emploi, aux conditions de travail, ou bien même par rapport aux salaires. Le CE contestant les choix faits et le syndicat appelant à l'action. Cela sert aussi à faire d'autres propositions tenant compte des besoins des gens et du pays.

Cela est insupportable aux patrons. Ils essayent par divers moyens de liquider le droit des comités d'entreprises, c'est-à-dire votre droit de connaître ce qu'il en est de votre devenir. Tous les prétextes sont bons.

Il y a quelques mois, au nom de l'Europe, des directives européennes ont été élaborées avec la volonté de les faire entrer dans la vie dès 1989, sur les conditions de travail. En clair, il n'y aurait plus d'élus au CHS CT, vous n'auriez plus le droit de refuser de travailler sur une machine dangereuse et surtout en cas d'incident ou d'accident ce ne serait pas votre patron qui serait responsable mais vous. Qui ose soutenir cela ? Tout le monde sauf la CGT. Mais cela ne se passera pas comme ça si vous vous en mêlez.

Aujourd'hui Les patrons franchissent une nouvelle étape avec l'accord sur les mutations technologiques que se sont empressées de signer la CFTI, la C.G.C. et la C.F.T.C.

De quoi s'agit-il ? Tout simplement quand il y a modernisation, dans les ateliers ou les bureaux, de pouvoir tranquillement réduire les emplois, aggraver les conditions de travail, pour faire le plus d'argent possible et tant pis pour les hommes et les femmes qui travaillent. La modernisation ne devrait-elle pas au contraire alléger la peine des hommes, réduire le temps de travail et leur donner l'occasion d'acquérir une formation pour être en capacité de maîtriser ces nouvelles technologies ? C'est à cela que doit veiller le comité d'entreprise.

Et bien dans cet accord on renvoie à des négociations par branches où éventuellement il sera examiné comment associé le CE. C'est-à-dire que des syndicats ont volontairement accepté le diktat patronal visant à supprimer, en toute illégalité, tout le rôle du CE à l'entreprise concernant l'introduction de nouvelles technologies. Et bien nous le disons tout net, accord ou pas, il est hors de question pour la CGT de vous laisser dépouiller des moyens pour vous défendre.

Le CE existe, il a des prérogatives, vous nous avez fait confiance en votant pour des élus CGT, nous ferons respecter vos droits et vous devez avoir cette exigence avec nous.

Pas touche au Comité d'Entreprise et au CHS-CT : vos atouts pour faire respecter et pour défendre avec le syndicat vos revendications.

COLLECTIF FORET / FILIERE BOIS

SEMAINE D'ACTION DES TRAVAILLEURS

DE LA FORET ET DE LA FILIERE BOIS

Sur proposition du collectif national (1) forêt filière bois et en accord avec le Bureau Confédéral, une semaine d'actions revendicatives a été décidée par l'ensemble des organisations concernées avec la participation des comités régionaux C.G.T.

Le thème de cette initiative :

LE BOIS, UNE RICHESSE POUR LE PAYS, POUR L'EMPLOI, POUR L'ECONOMIE REGIONALE.

* Un texte a été élaboré sur ce thème, mis à disposition des fédérations et des régions. Il est étudié la possibilité de le sortir sous forme de dépliant.

Dans le déroulement de cette semaine, différentes initiatives sont prévues dans les entreprises, mettant en avant les revendications des salariés et le développement régional de l'activité bois ainsi que les coopérations interentreprises.

Des délégations auprès des directions d'entreprises, des chambres patronales, des élus, des pouvoirs publics, seront à organiser.

Une exposition mettant en valeur cette richesse nationale renouvelable qu'est le bois, ainsi que ses différentes utilisations et ses débouchés, se tiendra dans le patio du siège de la C.G.T. à MONTREUIL. Les luttes et coopérations des salariés seront soulignées par la participation des organisations C.G.T. concernées. D'ores et déjà du matériel d'exposition est mis à notre disposition par l'ONF, le Ministère de l'Agriculture, l'ARMEF (Association pour la Rationalisation et la Mécanisation de l'Exploitation Forestière), le Musée du CNAM, etc...

Des camarades seront à la disposition des visiteurs pour donner les explications utiles.

Il convient donc de prendre les dispositions pour organiser ces visites. Des demandes sont effectuées pour en organiser à l'intention des lycéens et apprentis.

Pendant cette exposition, outre les initiatives qui seraient prises par chaque fédération, deux journées sont à retenir :

- . MERCREDI 23 NOVEMBRE : Rassemblement de lutte à Paris avec prise de parole d'un membre du Bureau Confédéral, puis visite de l'exposition.
- . JEDI 24 NOVEMBRE : Sous la responsabilité du secteur économique, journée d'étude sur le thème : FILIERE BOIS, DEVELOPPEMENT REGIONAL ET COOPERATION.

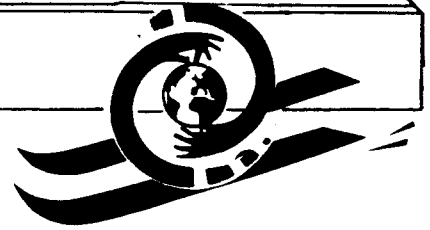
* Pour toutes précisions, on peut s'adresser à Marc DESCOTES au secteur économique et à Georges LHERICEL à la fédération du bois et de l'ameublement.

(1) Le collectif national Forêt Filière bois est composé des fédérations : BOIS ET AMEUBLEMENT, CONSTRUCTION, AGROALIMENTAIRE ET FORESTIERE, FILPAC, METALLURGIE, SERVICES PUBLICS, UGICT, SYNDICATS DE L'ONF ET DU MINISTERE DE L'AGRICULTURE, SECTEURS CONFEDERAUX : ECONOMIQUE, CADRE DE VIE, REGIONS, sous la responsabilité de Bernard LACOMBE, secrétaire confédéral.

* Il est également prévu l'exposition de différents objets qu'il sera possible d'acquérir (jouets, jouets en bois, mobilier, ect...)



JEUNESSE



LES JEUNES DISENT NON A L'EUROPE DU CAPITAL

Tel est bien le message exprimé par les 300 jeunes militants C.G.T., réunis pendant 2 jours avec le C.C.J./C.G.T. en Savoie, en présence de représentants des secteurs jeunes de 11 pays d'Europe Occidentale (*).

Prenant pour tribune le site des futurs Jeux Olympiques d'Hiver de 1992 à Albertville, les jeunes C.G.T., en présence de René LOMET, Secrétaire Confédéral et Daniel BLANC BRUDE, Secrétaire Régional, ont démontré, à partir de la vie, la nocivité de la stratégie du capital, les conséquences dramatiques de la mise en place, dès maintenant, de l'Europe de 92, les dangers qui vont de pair avec la mise en oeuvre de l'Acte Unique Européen.

Dans un style authentiquement jeune, ce qui en l'occurrence n'altèrerait pas un haut contenu politique, la discussion qui a suivi l'intervention de Jean MOULIN du Secteur Economique Confédéral, a permis de dépeindre la réalité de la vie des jeunes aujourd'hui, de fustiger la précarité, la flexibilité, les bas salaires, les attaques contre la protection sociale.

Les jeunes militants ont réaffirmé, exemples vécus à l'appui, que le développement des luttes à l'entreprise avec une participation active de la jeunesse, c'est la manière efficace pour mettre en échec la construction de l'Europe du capital, pour gagner sur les revendications et s'engager vers des coopérations vraies, avantageuses pour les peuples, au sein de l'Europe géographique et au-delà.

C'est dans ce sens, en prenant appui sur les revendications des jeunes à l'entreprise, dans les départements et les Fédérations qu'ils ont souligné l'urgence à monter encore le niveau qualitatif et quantitatif des luttes. Pour y contribuer, ils mettront en place les Commissions jeunes, C.D.J. et C.F.J. qui permettent un travail de fond en direction des jeunes, pour développer les luttes et renforcer la C.G.T. Ils entendent ainsi s'engager avec toute la C.G.T. dans la préparation du 43e Congrès Confédéral.

De leur côté, les jeunes représentants des Centrales Syndicales d'Europe Occidentale ont souligné les similitudes de situations faites à la jeunesse et l'urgence à développer les luttes dans chaque pays, sans exclure d'éventuelles possibilités de coopérations syndicales, pour s'opposer efficacement à la construction de l'Europe supranationale de 92.

Les jeunes Français et les jeunes des pays d'Europe ont fait leur le serment des jeunes syndicalistes d'Europe pour la paix.

Paix, Désarmement, progrès social en contradiction avec Europe du surarmement et du profit, tel était bien le sens de la participation colorée de 1 000 manifestants dans les rues d'Albertville le 16 octobre 1988, en présence de Bernard LACOMBE, Secrétaire Confédéral.

Par ailleurs, les jeunes C.G.T. ont adressé 2 messages au Président de la République, un pour le désarmement, un pour la libération de Nelson MANDELA et la cessation des échanges avec l'Afrique du Sud. Un message de soutien arrivera à Nelson MANDELA dans les jours qui viennent.

(*) OGIP-In Portugal ; CC.OO. Espagne ; FGTB Belgique ; LLO Danemark - HBV/DCB Berlin RFA ; MSF Angleterre ; STUC Ecosse ; PED Chypre ; 3 Fédérations ESAK Grèce ; 2 régions OGIL Italie.

Plus messages de soutien de : OGLB Luxembourg, SAK Finlande, LO Suède, GLB/OCB Autriche, TUC Grande-Bretagne, CSC Belgique, ESAK Grèce, OTOMOBIL-IS, PETROL-IS Turquie.



ENSEMBLE POUR LA PAIX, LE DESARMEMENT, LE PROGRES SOCIAL

Dans quatre ans, ici à Albertville, après le serment de loyauté et dans l'amitié, des jeunes du monde entier vont rivaliser d'exploits sportifs.

NOUS, jeunes syndicalistes de l'Europe Occidentale, avons choisi ce futur site olympique pour clamer bien fort notre **SERMENT** de rivaliser d'ardeur dans la lutte, dans chacun de nos pays, pour construire ensemble la vraie Europe du progrès social et de la paix.

Pour des millions de jeunes aujourd'hui, le sort est celui de la précarité de la vie, du chômage, d'un avenir complètement bouché.

C'est le bilan de la loi de l'argent.

TOUT CELA NOUS LE REFUSONS, NOUS LE COMBATTONS !

Alors que le patronat, les transnationales et les forces du capital tentent de diviser les jeunes et les travailleurs pour mieux les surexploiter, de grands idéaux communs rassemblent la jeunesse.

Nous voulons une **UNE VRAIE VIE**, pouvoir nous instruire, avoir un emploi qualifié, accéder aux activités culturelles, nous loger, nous soigner, fonder une famille.

Des sommes gigantesques sont dilapidées pour fabriquer des armes nucléaires, chimiques, bactériologiques, etc., toujours plus terrifiantes et dangereuses pour notre sécurité alors que cet argent pourrait être mis au service des intérêts de la jeunesse de nos pays et des peuples du monde entier, notamment des pays en voie de développement. Au lieu de cela, ce que l'on nous offre, c'est une armée européenne, une brigade militaire franco-allemande.

Cette politique de surarmement dégage des profits gigantesques pour les trusts multinationaux et les gouvernements qui s'engouffrent dans ces choix, sacrifiant ainsi les intérêts des peuples de nos pays.

Au moment où, grâce à nos luttes, on commence à détruire des armes nucléaires soviétiques et américaines, les jeunes de nos pays attendent autre chose que d'être embrigadés dans des croisades militaires contre les jeunes d'autres pays.

NOUS REFUSONS UNE EUROPE DE LA CANONNIERE ET NOUS LA COMBATTONS

La vie, c'est la paix dans l'amitié et le progrès social. Nous refusons le surarmement ; nous exigeons le désarmement. Nous nous prononçons pour la solidarité internationale dans les luttes.

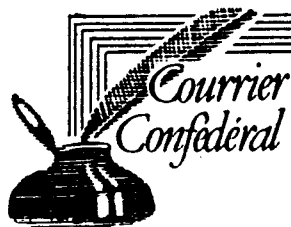
C'EST LE SERMENT que nous, jeunes syndicalistes d'Europe Occidentale, prononçons aujourd'hui.

Ensemble sur ces idéaux communs, nous nous engageons à développer toujours plus de luttes pour imposer que l'argent n'aille pas aux bombes mais au progrès social et au bien-être de la jeunesse, dans chaque pays, pour son avenir et celui des peuples.

Oui, nous voulons une Europe vraie, dans toute sa dimension géographique, une Europe de l'amitié, de l'entente, de la coopération mutuellement avantageuse pour les peuples. Oui, nous voulons construire un monde de paix et de progrès.

NOUS LUTTERONS ET NOUS GAGNERONS !

Albertville, le 16 octobre 1988



U.C.R.

LA DIRECTION
DE L'UNION CONFEDERALE DES RETRAITES CGT

Le 3è Congrès national de l'U.C.R.-CGT, qui s'est réuni au Havre du 4 au 8/10/88, a élu un Conseil national de 93 membres et une Commission financière et de contrôle de 7 membres.

Le Conseil national a élu, à l'unanimité, le Bureau et le Secrétariat national.

oOo

BUREAU NATIONAL

a) Membres sortants réélus :

ALBIOL Juliette	U.S.R. du Gard
BACTEMAN Marcel	U.F.R. des Transports
CACIOTTI Michel	U.S.R. des Bouches-du-Rhône
CALVETTI Oswald	U.F.R. de la FILPAC
DELPLANQUE Pierre	U.F.R. de l'Energie
FAURE René	U.F.R. de la FILPAC
FLANDRE Claude	U.F.R. de l'Energie
GENTHIAL Gabriel	U.S.R. des Hauts-de-Seine
LE MERLUS Bernard	U.F.R. des Métaux
MATHIEUX Jean-Claude	U.F.R. des P.T.T.
MAZZA Marie-Madeleine	U.F.R. des Services publics
PIPET Michel	U.F.R. de la Construction
PIQUET Alfred	U.F.R. de l'U.G.F.F.
SOULE Jacques	U.S.R. de la Gironde
TAVERNIER Pierre	U.F.R. des Métaux
TOLLET André	U.S.R. de Paris

b) Nouveaux Membres élus :

BARAT Fernand	U.F.R. des Cheminots
BLANCHARD Pierre	U.F.R. des Organismes sociaux
CHATELLIER Maurice	U.S.R. du Val-de-Marne
CONTASSOT Josette	U.F.R. des Organismes sociaux
GUERIN Liliane	U.S.R. des Hauts-de-Seine
LACAZE Jean	U.F.R. des P.T.T.
Lajoie Robert	U.F.R. du Sous-Sol
LEROY Raymond	U.S.R. du Nord
MAGDELEINE Denise	U.S.R. de Paris
PERROT Maurice	U.F.R. des Trav. de l'Etat

SECRETARIAT NATIONAL

<u>Président :</u>	CALVETTI Oswald
<u>Secrétaire général :</u>	BLANCHARD Pierre
<u>Secrétaires :</u>	LE MERLUS Bernard MAZZA Marie-Madeleine PIPET Michel

oOo

Jean LACAZE a été élu Trésorier et Pierre CHASSEAU, Trésorier adjoint.

René SIMON a été élu Président de la Commission financière et de contrôle.

OCTOBRE - NOVEMBRE
DYNAMISER DE TOUTE URGENCE
LA CAMPAGNE D'ABONNEMENT

Septembre a donné le "Top départ" pour une **GRANDE CAMPAGNE D'ABONNEMENT** à notre magazine Confédéral "**ANTOINETTE**".

De nombreuses démarches ont été faites en direction de nos structures : réunions mensuelles ANTOINETTE - Fédérations - Unions départementales de la région parisienne et Paris - Lettres aux Secrétaires Généraux des UD, bulletins d'abonnements envoyés aux FD-UD, lettres aux Unions locales dans le cadre de leur rencontre, billets mensuels aux diffuseurs etc...

Trop peu de répondant, les résultats sont fébriles. La plupart des abonnements ont été réalisés à la Fête de l'Humanité.

DONNER UN GRAND COUP DE COLLIER !

En septembre, nous avons placé 5 685 numéros supplémentaires. Ces résultats témoignent des potentialités existantes.

CONSOLIDONS CE BILAN POSITIF !

Le climat est d'autant plus propice : luttes intenses, nombreuses; manifestations, rassemblements etc...

TOUJOURS PLUS

"Eclairer" les consciences, convaincre un nombre de gens encore et encore plus important.

Des salariés gagnés à nos idées, quel apport pour la lutte. Ne sous-utilisons pas notre grand journal Confédéral "ANTOINETTE".

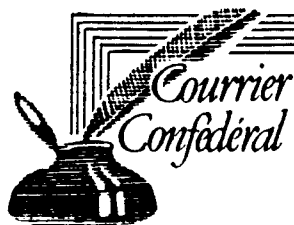
PROSPECTONS - FAISONS ABONNER !

De suite, prendre toutes dispositions si ce n'est fait :

- pour sensibiliser les militants ;
- se fixer des objectifs ;
- investir le terrain avec le bulletin d'abonnement.

En fait :

S'OCCUPER VRAIMENT DE LA CAMPAGNE !



CAMPAGNE D'ABONNEMENT SANS PRÉCÉDENT

(DES BASES ORGANISÉES)

Les premiers résultats :

UD : Allier (1) - aube (1) - Bouches du Rhône (2) -
 Corrèze (1) - Eure et Loir (1) - Hte Garonne (2)
 Indre (1) - Isère (1) - Jura (1) - Loire Atlant (3)
 Maine et loire (1) - Manche (1) - Meurthe et Moselle (1)
 Nord (2) - Saône et Loire (1) - Paris (4) - Seine-Mme (3)
 Seine et Marne (1) - Vendée (1) - Hte Vienne (1)
 Yonne (1) - Territoire de Belfort (1) - Haut de Seine (1)
 Seine St Denis (2) - Val d'Oise (1)

FD : Métaux (6) - Cheminots (2) - Sces Publics (1) -
 Ind. Chimiques (5) - Energie (2) - Org-Sociaux (1)
 PTT (1) - Agro-Alimentaire (1) - T. Etat (1) -
 T.H.C (1) - Ports et Docks (1) - Finances (1) -
 FERC (3) - Santé (3) - Commerce (4) -

UL : Marseille 5° - Nantes - Nangis -

SOMMAIRE

DU N° 2305 DU LUNDI 31/10/88

- La Loi d'Amnestie : Où en est-on de l'application
- l'Industrie Aéronautique
- Juridique : Les invités aux séances du C.E.
 Documents fléchés : Contrats d'adaptation

L'état réel des salaires en France

Vo

LA MAIN OUVRIERE

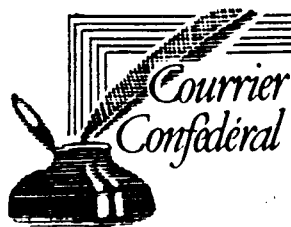
1988

12307

VO SALAIRES

PRIX : 15 F

88



SECTEUR ECONOMIQUE

SECTEUR POLITIQUE ET ACTIONS REVENDICATIVES

* - * - * - * - *

STAGE DECENTRALISATION - REGIONALISATION

Institut des Sciences Sociales du Travail
Sceaux - 28 novembre au 3 décembre 1988

L'accélération de la soumission de tous les aspects de la vie économique et sociale aux impératifs du Capital conduit à un renforcement de l'étatisation sur la société tout entière, dans le cadre de l'intégration européenne.

Ce stage a pour but d'approfondir les enjeux régionaux et décentralisés et des axes de lutte pour la croissance économique et l'emploi.

PROGRAMME DU STAGE :

- Crise, enjeux régionaux et intégration européenne ;
- Approche institutionnelle ;
- La déréglementation ;
- Les enjeux sociaux ;
- Les enjeux du financement.

Ce stage nécessite le niveau moyen de formation syndicale et s'effectue dans le cadre d'un hébergement à SCEAUX.

Il s'adresse aux militants des Fédérations, des Comités Régionaux, des Unions Départementales et Locales.



STAGE "Décentralisation-Régionalisation"
I.S.S.T., 28 novembre - 3 décembre 1988

NOM :

Prénom :

Age :

Adresse personnelle :

Entreprise :

Fédération :

U.D. :

Responsabilités syndicales :

Stages suivis antérieurement :

Candidature à adresser d'urgence au Secteur Politique et Actions Revendicatives - CGT
263 rue de Paris - 93516 MONTREUIL CEDEX